

COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 9 octobre 1997.

Présents :

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS,
président.

Section française :

monsieur BERTOUILLE, vice-président
madame SOUGNE et messieurs CHERUY et LURQUIN,
membres effectifs.

Section néerlandaise :

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président
monsieur MEEUS, membre effectif
madame OP DE BEECK, membre suppléant.

Secrétaires :

monsieur BUSINE, conseiller général
monsieur VAN SANTEN, conseiller général, adjoint
bilingue.

29.265/I/PF
RC/SH

Le ministre des Affaires sociales a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Office de Contrôle des Mutualités et des Unions nationales de Mutualités (O.C.M.).

Sur la base des articles 60, §1, et 61, §§2 et 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en sa séance du 9 octobre 1997 et a émis l'avis suivant.

*
* *

Les cadres linguistiques précédents de l'O.C.M., fixés par arrêté royal du 2 juillet 1996, prévoyaient une répartition 46,5% F - 53,5% N aux degrés 3 à 8. Le nouveau cadre organique compte 10 emplois de direction et 43 emplois aux degrés 3 à 7.

Le ministre propose la répartition suivante:

Degrés de la hiérarchie	Cadre F	Cadre N	Bil. F	Bil. N
1	2	2	/	/
2	2	2	1	1
3	8	9		
4	3	4		
5	4	5		
6	3	3		
7	2	2		

Les organisations syndicales ont été consultées.

*
* *

Analyse du projet

I. Emplois de direction

La C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition proposée qui est conforme aux prescrits de l'article 43, §3, alinéas 1 et 2, des L.L.C., tant en ce qui concerne l'égalité numérique que le nombre d'emplois bilingues.

II. Emplois des degrés 3 à 7

Le ministre propose de maintenir la proportion des cadres linguistiques actuels aux degrés 3 à 7.

Il résulte des renseignements communiqués par l'administrateur général de l'O.C.M., qu'aucun changement significatif n'est intervenu dans le volume des affaires traitées en français et en néerlandais à l'O.C.M. depuis l'examen du projet de cadres linguistiques précédents par la C.P.C.L. (avis 27.174 du 4 avril 1996).

Le ministre avait communiqué à l'époque à la C.P.C.L. des données chiffrées au sujet du volume de travail des quatre services de l'O.C.M.

Le pourcentage du volume de travail communiqué par service était de:

50% F - 50% N pour l'administration générale;
44,51% F - 55,49% N pour le service financier;
47,38% F - 52,62% N pour le service juridique;
49,77% F - 50,23% N pour le service des affaires générales et du personnel.

Le volume global de travail pondéré par le nombre d'emplois par service en résultant se chiffrait à 46,63% F - 53,37% N, soit en arrondissant à 46,5% F - 53,5% N.

La C.P.C.L. constate que 6 emplois en extinction au cadre organique n'ont pas été repris dans le projet de cadres linguistiques. Or, conformément à l'article 43 des L.L.C., tous les emplois du cadre organique doivent être répartis en chiffres absolus entre les 2 cadres linguistiques.

La C.P.C.L. est dès lors d'avis que ces 6 emplois doivent être répartis linguistiquement.

En conclusion, la C.P.C.L. marque son accord à la proposition du ministre 20 F - 23 N pour autant qu'il soit tenu compte de sa remarque relative aux emplois en extinction. Elle est d'avis que cette répartition permet à l'O.C.M. de traiter les affaires qui lui sont soumises dans le respect des articles 39 à 42 des L.L.C.

* *

*

Le présent avis est notifié au Ministre des Affaires sociales qui, conformément à l'article 61, §3, alinéa 2, des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 9 octobre 1997.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE

Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS